

Secrétariat Uniterre  
Av. du Grammont 9  
1007 Lausanne  
Tél : 021 601 74 67  
Fax : 021 617 51 75  
info@uniterre.ch  
www.uniterre.ch

Monsieur le Conseiller fédéral  
Johann Schneider-Ammann  
Office fédéral de l'agriculture OFAG  
3003 Berne

Lausanne, le 24 mai 2018

### **Pétition lait « Pour 1.- frs par litre de lait au producteur »**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Par la présente, nous accusons bonne réception de votre courrier du 18 avril 2018, suite au dépôt le 27 mars dernier de notre pétition « Pour 1.- frs par litre de lait au producteur ». Il est important pour nous d'y apporter une réponse complète, car le lait est un fleuron de la production agricole helvétique et de nombreuses familles paysannes sont mises à genou à cause d'un prix à la production honteusement bas.

Nous sommes très surpris d'un certain nombre de vos propos, en particulier lorsque vous évoquez la comparaison des revenus entre le secteur agricole et les autres entreprises d'une même région. A vouloir ne garder pour la comparaison que les 25% des fermes les plus performantes en termes économiques et de durabilité, vous avouez implicitement ne pas juger nécessaire de vous soucier du 75% restant. Est-ce à dire que ces familles paysannes ne méritent pas votre considération ? N'êtes-vous Conseiller fédéral que pour les plus aisés ? Que doivent faire les familles qui travaillent dans ces fermes « moins performantes » selon vos critères ?

Nous considérons également que vous manquez d'honnêteté intellectuelle : si vous jugez que seules les 25% des fermes les plus performantes méritent de se comparer aux entreprises d'autres secteurs, vous devez également ne considérer que le quartile supérieur de ces mêmes entreprises pour que la comparaison soit valable ! Avec cette donnée supplémentaire, il est évident que le revenu agricole reste toujours largement inférieur aux revenus d'autres secteurs comparables. Cela n'est pas acceptable !

Et qu'en est-il des critères de durabilité ? Bien des fermes de taille importante, qui semblent rassembler tous les atouts pour tenir sur la durée, se voient malgré tout contraintes de cesser la production laitière ! Les stations de recherche fédérale l'ont maintes fois démontré : quelle que soit la taille de l'exploitation, les coûts de production ne sont que difficilement compressibles. De plus, si l'on veut respecter la loi sur l'Aménagement du territoire, et maintenir l'occupation décentralisée du pays, l'on se doit de tout faire pour soutenir les fermes situées en zones périphériques et de montagne. Confrontée à des conditions extrêmement difficiles, les paiements directs sont certes une bonne chose, mais ils ne suffisent pas ! Et comme les lois du marché ne semblent fonctionner que dans le sens voulu par la grande distribution, c'est-à-dire vers une pression à la baisse constante des prix à la production, la disparition des fermes laitières va se poursuivre inexorablement : c'est visiblement dans cette optique que vous travaillez, puisque 75% des fermes ne méritent pas votre considération.

Comme nous l'avions évoqué lors de notre rencontre dans vos bureaux, si vous exigez des paysannes et paysans suisses qu'ils travaillent selon des critères de durabilité, votre politique de libre-échange avec le Mercosur et la Malaisie va à l'opposé de ces mêmes exigences. Dans ces débats, seuls les intérêts

purement économiques priment, au mépris de l'humain, des animaux et de l'environnement. C'est quelque chose que nous ne pouvons accepter, et nous continuerons de nous y opposer. L'industrialisation dans laquelle vous souhaitez pousser notre agriculture est en contradiction totale avec les engagements pris par la Suisse en termes de protection du climat et de la biodiversité. L'industrialisation produit des denrées alimentaires standardisées, hyper-transformées, gourmandes en énergie, et dans une large proportion, néfastes pour la santé (teneurs en sel, en sucre, en additifs). Où se situe la durabilité, lorsque la politique hyper-libérale d'un pays pousse ses citoyens vers une dégradation de leur santé et de leur bien-être ?

Au niveau international, les signaux sont nombreux à nous indiquer qu'un changement de cap est nécessaire. La FAO l'a très bien compris : ce n'est pas l'agro-industrie qui nourrira le monde, mais bien l'agriculture paysanne, locale, écologique, raisonnable. Un paradoxe peut-être aux yeux d'un industriel comme vous, mais c'est pourtant là que se situe la solution. Il est temps d'enlever vos œillères, et de regarder la réalité en face, tant qu'il en est encore temps ! Tant que nous avons des sols à préserver, tant que nos ressources en eau sont encore saines, tant que notre climat nous permet encore de respirer.

Il est également temps de cesser de considérer les peuples des autres continents seulement comme de la main d'œuvre bon marché. Aucun accord de libre-échange n'a rendu service aux paysannes et paysans, aux ouvrières et ouvriers des différentes régions du globe. Ils n'ont enrichi que les industriels et les traders, après avoir séquestré aux autochtones leurs terres et leurs moyens de production.

Tout est intimement lié, et avec un minimum de bon sens et de volonté politique, on comprend alors aisément que le combat d'Uniterre pour un prix du lait équitable aura des répercussions positives à tous les échelons : humain, sociétal, environnemental, et même économique, à condition d'accepter que le bien-être économique ne doit plus être réservé à une poignée de nantis, mais bel et bien réparti équitablement entre toutes et tous.

En vous remerciant de votre attention, et en restant naturellement ouverts au dialogue, nous vous adressons, Monsieur le Conseiller fédéral, nos respectueuses salutations.

Pour la Commission lait d'Uniterre,

Claude Demierre  
Président de la commission

Vanessa Renfer  
Membre de la commission

Maurus Gerber  
Membre de la commission



Copie (par mail): Union Suisse de Paysans  
Fédération des producteurs suisses de lait